

Demandes de documents

Comme je l'ai dit, nous présentons cette motion parce que des mesures d'austérité s'imposent actuellement.

Une voix: Et Petro-Canada?

M. Brewin: Je ne m'occupe pas de Petro-Canada pour l'instant. Si le député voulait bien reconnaître l'importance du sujet dont je parle, ce serait une bonne chose.

M. Stevens: Le député reconnaîtra peut-être l'importance de Petro-Canada.

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député a averti la présidence de son attention de présenter cette demande en vertu de l'article 26 du Règlement. D'abord, j'aimerais lui rappeler ce que j'ai dit au sujet d'une demande récemment présentée par un de ses collègues au sujet du rachat de la Pacific Petroleum par Petro-Canada qui a donné lieu à de longues discussions cet après-midi. Par conséquent, j'ai dit qu'il fallait qu'il y ait une véritable urgence comme l'exige l'alinéa 16(a) de l'article 26 du Règlement et je devrais alors constater quelque irrégularité ou quelque chose d'extraordinaire dans la façon dont on a procédé et, à première vue, je ne vois pas en quoi la méthode utilisée dans ce cas-ci diffère de celle qui a été suivie jusqu'ici.

Cependant, je dois tenir compte également du sous-alinéa 5, non que je veuille inviter le député à y revenir ces jours-ci—je n'aime pas traiter de cette façon les demandes faites aux termes de l'article 26 du Règlement—mais je peux difficilement ignorer le fait que si le député cherche une occasion où lui et ses collègues pourront faire part au gouvernement de leur attitude à l'égard de cet achat d'armes, ils auraient tous amplement l'occasion de le faire à compter de demain soir alors que commencera le débat sur l'exposé budgétaire. Dans les jours qui suivront, le député de Greenwood (M. Brewin) et les autres députés auront l'occasion de passer en revue la politique de défense en général et en particulier, l'affectation de fonds, question qui se rapporte de très près au débat. Par conséquent, pour m'en tenir à ces deux alinéas du Règlement, je dois refuser la demande du député.

AFFAIRES COURANTES

[Français]

DEMANDES DE DOCUMENTS

M. Yvon Pinard (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, je demande que les avis de motion portant production de documents soient reportés.

M. l'Orateur: La Chambre est-elle d'accord?

Des voix: D'accord.

[M. Brewin.]

[Traduction]

RECOURS AU RÈGLEMENT

M. STEVENS—LA QUESTION DE LA TAXE SUR LES PRODUITS

M. l'Orateur: Le député de York-Simcoe (M. Stevens) invoque le Règlement.

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Je vous remercie monsieur l'Orateur. J'invoque le Règlement pour une question qui a déjà été soulevée, sauf erreur, à trois reprises déjà—soit le fait que le gouvernement ait refusé jusqu'à présent de parler de la question de la taxe sur les produits qui avait été renvoyée au comité permanent de finances, du commerce et des questions économiques.

Je constate que le secrétaire parlementaire du leader du gouvernement est présent, monsieur l'Orateur, et j'aimerais lui rappeler que ce rapport a déjà été renvoyé au comité au cours de la dernière session, soit le 8 juin 1978, peu avant l'ajournement de nos travaux. Le 12 juin, le comité a invité tous les intéressés à venir témoigner au sujet de ce rapport relatif à la taxe sur les produits. Jusqu'à présent, le comité a reçu 93 mémoires et il y en aurait 21 autres à venir, qui devaient parvenir au plus tard le 21 septembre.

La difficulté à laquelle nous nous heurtons au comité des finances, du commerce et des questions économiques c'est que nous ne pouvons étudier la question car il n'y a pas eu de renvoi. Et pourtant, 93 mémoires ont été déposés et je pense que c'est commettre une grave injustice envers les différentes personnes qui ont consacré leur argent et leur temps à rédiger ces rapports, que de ne pas les examiner. Or nous ne pouvons pas le faire sans qu'il y ait eu un nouveau renvoi au comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques. Le leader de mon parti m'a rappelé que chaque fois que cette question a été soulevée, nous avons garanti au gouvernement que, s'il proposait un renvoi, nous l'adopterions sans opposition.

M. Alan G. Martin (secrétaire parlementaire du ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je siège moi aussi au comité de direction du même comité que le député de York-Simcoe (M. Stevens) et je suis bien au courant des propositions qu'il a faites. Toutefois si je ne m'abuse, le comité des finances, du commerce et des questions économiques a décidé hier soir en pleine séance de consacrer six séances par semaine à l'examen de la loi sur les banques que lui a renvoyée pour étude la Chambre et le comité récemment a été très occupé avec le bill C-7. Je me suis engagé au comité—et il s'agit d'une question qui intéresse uniquement le comité—à faire rapport au cours de la prochaine séance du comité directeur en ce qui concerne un renvoi de la question relative à la taxe sur les produits.